# NARDOS BEKELE-THOMAS

## Directrice générale de l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), ancienne coordonnatrice résidente des Nations Unies en Afrique du Sud

**Seán Cleary, président de Strategic Concepts (Pty) Ltd, fondateur et vice-président de la FutureWorld Foundation**

Je souhaiterais d'abord m'adresser à Nardos Bekele-Thomas pour obtenir une idée générale de la situation. Vous siégez à l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), Nardos. Vous bénéficiez d'une vue d'ensemble du défi que représente le développement de l'Afrique. Parlez-nous de ce que vous faites.

**Nardos Bekele-Thomas**

Je vous remercie. Je pense que nous nous focalisons, comme vous l'avez dit, sur les opportunités qu'offre l'Afrique et sur une vision optimiste. Pourquoi optimiste ? Tout d'abord, nous avons parlé ce matin du déficit agricole sur le continent, et le panel concerné a dit qu'il y avait un problème. Ce n'est pas le cas. Premièrement, l'Afrique concentre 60 % des terres arables mondiales. Le continent peut répondre à la majeure partie de ses besoins en matières premières destinées aux engrais, et il est capable de trouver des solutions à ses problèmes. Deuxièmement, comme vous l'avez indiqué, il existe un fort dividende démographique. L'énergie de cette jeunesse, si on lui en donne les moyens, sera un puissant atout pour l'Afrique ainsi que pour la planète, et je reviendrai sur ce point plus tard. Troisièmement, l'Afrique est riche en pétrole et en gaz, et elle possède tous les atouts requis en matière d'énergies renouvelables, d'énergie verte et d'économie verte. Le continent recèle 90 % des métaux du groupe du platine, nécessaires pour verdir la planète. Elle possède 95 % du chrome dont nous avons besoin, 30 % du magnésium et du lithium, 20 % du graphite et 66 % du cobalt. Il est certain que l'Afrique a du potentiel.

Par ailleurs, l'Afrique se réveille. Malgré tous les problèmes que nous avons connus par le passé en matière d'ajustements structurels, malgré le changement climatique et tous les facteurs exogènes, l'Afrique possède une vision : la Vision 2063. Elle a décliné cette vision à travers un Plan décennal de mise en œuvre. Nous venons d'achever le premier Plan décennal de mise en œuvre, et le deuxième Plan décennal vient d'être établi en tenant compte des défauts du premier, y compris son coût ; il inclut également des mesures de préparation face aux inévitables chocs, basées sur l'anticipation et l'élaboration de scénarios. Ce plan est donc complet et ambitieux – vraiment ambitieux, comme il se doit, mais réalisable.

Le deuxième Plan décennal de mise en œuvre comprend de nombreux programmes, tel le PIDA (Programme de développement des infrastructures en Afrique). Le PIDA-PAP 1 (Plan des actions prioritaires n° 1 du PIDA) avait réalisé certains progrès mais sans atteindre ses objectifs.

Le PIDA-PAP 2 s'attaque aux faiblesses du premier plan en s'assurant que nous disposons du pool d'experts requis, d'un mécanisme pour assurer la prestation des services, d'une participation réelle du secteur privé et de la mise en place d'un environnement propice. Dans le PIDA-PAP 1, les progrès réalisés ont été financés par des organismes publics. Les États membres ont investi dans les infrastructures, c'est pourquoi le niveau de la dette a augmenté dans certaines régions. Par conséquent, cette deuxième phase du PIDA, qui comprend 67 projets de construction d'infrastructures routières, ferroviaires et aériennes ainsi que de ports, est en réalité une compilation de nombreux projets combinés, notamment en lien avec l'infrastructure numérique. Celle-ci prend en compte la connectivité à large bande, les data centers dont nous avons instamment besoin, et la cybersécurité.

Dans le même ordre d'idées, j'aimerais également parler de l'énergie. En matière d'énergie, nous avons créé le Plan directeur pour un système électrique continental (Continental Power System Master Plan-CMP). Ce plan anticipe la capacité énergétique requise pour transformer l'Afrique, pour appliquer le deuxième Plan décennal de mise en œuvre, et vise à générer 1 200 gigawatts. À l'heure actuelle, nous ne produisons que 237 gigawatts à partir de deux sources d'énergie : l'énergie hydraulique et le charbon, bien sûr. La différence, c'est que les nouvelles énergies renouvelables entreraient en jeu, et qu'entre 67 et 75 % offriraient une opportunité d'investissement en Afrique pour tous les acteurs. Ce plan très complet traite non seulement de la production d'énergie, mais également de son transport et de sa distribution. En ce qui concerne le transport, nous pensions auparavant qu'il reviendrait aux gouvernements d'investir dans le transport et la distribution, mais, nous ouvrons aujourd'hui ce domaine à d'autres investisseurs. Nous proposons des projets financièrement viables afin que les entreprises privées du monde entier puissent s'impliquer dans la production, le transport et la distribution d'énergie en Afrique. Nous pourrons ainsi développer les pools énergétiques au niveau des régions. Tout cela s'inscrit dans le renforcement des capacités que nous mettons en œuvre dans les cinq pools énergétiques régionaux, et dans la création d'un marché de gros de l'électricité dans la région. Ces cinq pools énergétiques régionaux se combineront pour former un marché de l'électricité unique, qui non seulement alimenterait l'Afrique, mais également le reste du monde – et tous les acteurs du marché que cela pourrait intéresser. Nous aurions donc un excédent énergétique.

En ce qui concerne le Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA), déjà évoqué, il est multifacette. La Déclaration de Malabo vient juste d'être révisée, et il existe désormais de nouvelles techniques, fondées sur l'innovation et la technologie, qui permettent d'accroître la production et la productivité et de gérer les pertes et les fuites, qu'il s'agisse de pertes après récolte ou dues à différentes formes de gaspillage déjà évoquées. Bien sûr, la gestion des ressources en eau est un autre aspect du programme. Venons-en au climat. L'Afrique ne produit que 4 % des émissions de carbone, mais nous supportons la plus lourde charge en matière de changement climatique. Le monde doit se réveiller ! Le monde doit se réveiller parce que nous devons aider l'Afrique à construire sa capacité d'adaptation et d'atténuation. Nous avons fait beaucoup de promesses, mais nous ne les avons pas tenues, et ces promesses non tenues ont eu des conséquences, non seulement pour l'Afrique, mais pour le monde entier. Je demande instamment à tous les acteurs de venir nous aider à créer des mécanismes d'adaptation et d'atténuation.

Par ailleurs, je voudrais dire que l'Afrique s'est véritablement réveillée. Nous sommes prêts. Nous avons notre plan. Les tableaux de bord de notre Agenda 2063 répertorient les progrès réalisés pour différentes nations. Les nations agissent en fonction de ce plan, adapté et harmonisé. Nous avons eu des discussions avec les Nations unies ; nous avons informé l'organisation qu'il y aurait deux agendas, l'un mondial et l'autre continental, et elle a donné son agrément. Mais nous aurons un plan unique, le Plan de mise en œuvre conçu en collaboration avec les Nations unies. Nos activités se font donc en coordination avec celles de l'ONU. D'éminentes personnalités issues des communautés économiques régionales (CER) de l'Afrique se trouvent là-bas et pourraient y travailler. Toutefois, pour veiller à ne pas avoir une approche fragmentée de notre agenda de développement, nous avons créé ce que nous appelons l'Équipe Afrique. J'évoquerai les communautés économiques régionales qui rejoignent et collaborent avec l'Agence de développement de l'Union africaine-NEPAD, de même que le secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) ; l'Agence africaine du médicament, que nous avons créée ; et le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC), dans le domaine de la santé. Nous travaillons tous ensemble.

Dans le domaine de la santé, nous harmonisons tous nos cadres réglementaires parce que nous commençons à produire localement certains médicaments essentiels. Nous avons identifié 25 ou 26 médicaments qui doivent être produits en Afrique, et pour ce faire, nous devons harmoniser et réglementer les cadres. Une fois encore, nous invitons le secteur privé à participer, afin que des partenariats public-privé contribuent à développer le secteur de la santé. Il n'est pas normal que l'Afrique ne produise que 5 % de ses médicaments, et vous avez pu constater récemment l'inégalité qui existe en matière de vaccins et la gravité de ses conséquences. C'est pourquoi l'infrastructure du secteur de la santé doit également être développée, et nous vous invitons à y œuvrer avec nous.

Ajoutons à tout cela la question de l'industrialisation, particulièrement importante. Certes, nous pouvons avoir une Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Toutefois, celle-ci ne peut pas véritablement jouer son rôle s'il n'y a aucune production, aucune productivité, aucune industrie manufacturière ; si nous ne construisons pas de chaînes de valeur, de chaînes d'approvisionnement, sans nous assurer de l'existence de liens en amont et en aval. Nous collaborons donc étroitement avec la ZLECAf afin d'évaluer l'impact de cette zone de libre-échange sur les pays individuels, où se trouvent les centres de croissance et les chaînes de valeur et d'approvisionnement. Nous essayons de construire ces chaînes, tout en réfléchissant à des stratégies alternatives pour les pays qui dépendent des droits de douane. Tous ces programmes sont des ensembles de mesures et se chevauchent.

Enfin, la jeunesse est notre atout majeur. Vous avez assisté à l'émergence de l'innovation et des entrepreneurs. Partout, des start-ups se créent. Cela représente l'espoir. Les jeunes sont l'espoir de l'Afrique, et nous devons investir dans cette jeunesse. Dans ce but, comme nous en avons parlé plus tôt, nous essayons de concevoir un programme qui garantirait le suivi précis de tous les investissements réalisés dans l'éducation, afin de voir si nous pouvons acquérir les capacités intellectuelles nécessaires pour modeler les services publics. Un tel programme, conçu pour capturer ces jeunes esprits et les intégrer dans les services publics, ferait une énorme différence, car il permettrait aux jeunes de planifier leur avenir et ce ne serait plus à nous, les anciens, de le faire. Le deuxième point concerne la conception de centres d'innovation. Il existe une kyrielle de centres d'innovation en Afrique, mais beaucoup d'entre

eux ne sont pas fonctionnels. Il est crucial de les identifier, d'établir des normes spécifiques à leur intention et de leur donner un rôle utile dans la transformation socio-économique du continent. C'est ce que nous avons commencé à faire, et nous vous invitons à faire de même.

Le troisième point concerne les start-ups. Il existe de nombreuses start-ups, mais nous avons besoin d'institutions qui les soutiennent. Le Bureau des droits de la propriété intellectuelle joue un rôle primordial, tout comme le Bureau des normes. Il faut y ajouter les centres de promotion des exportations, les institutions liées à la recherche. Si tous s'unissaient et travaillaient de concert, cela produirait des résultats pour l'Afrique. Je vais m'arrêter ici, et je répondrai à quelques questions plus tard.